

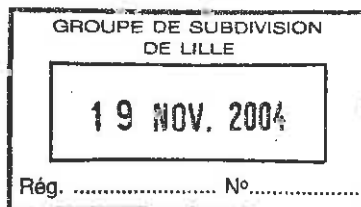
**PRÉFECTURE DU NORD**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

15/11/2004

**Arrêté préfectoral accordant à la Société DESCAMPS  
ASSAINISSEMENT l'autorisation de procéder à une  
extension de ses activités à LA CHAPELLE-  
D'ARMENTIERES**



Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
officier de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 1998 autorisant la société DESCAMPS ASSAINISSEMENT à exploiter un Centre de transit, de regroupement et de prétraitement de déchets industriels provenant d'installations classées à LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES ;

VU la demande présentée par la Société DESCAMPS ASSAINISSEMENT - siège social : 97, rue des Résistants B.P. 62 59427 ARMENTIERES CEDEX - en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à une extension de ses activités à LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 2002 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 7 janvier 2003 au 7 février 2003 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis des conseils municipaux de BOIS-GRENIER et PREMESQUES ;

VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 21 septembre 2004 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

# ARRETE

## TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

#### 1.1. - Activités autorisées

La société DESCAMPS ASSAINISSEMENT dont le siège social est situé 97, rue des Résistants à ARMENTIERES est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE D'ARMENTIERES, Zone Industrielle, les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Activités	Rubrique	Classement * A D ou NC
<i>Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées (à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères)</i>  <i>A - Station de transit</i> <i>C - Traitement ou incinération</i>	<b>Activité de transit de déchets</b> La quantité totale de déchets qui transite sur le site est de 2 000 t/an.  <b>Activité de prétraitement de déchets</b> La quantité de déchets prétraités sur le site est de 18 000 t/an (séparation par décantation et centrifugation).	167 A          167 C	A          A
<i>Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres résidus urbains</i>  <i>A - Station de transit</i>	<b>Activité de transit de déchets industriels banals</b> La quantité totale de déchets qui transitent sur le site est de 2 000t/an.	322 A	A
<i>Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables</i> <i>Installation de remplissage de réservoirs montés à poste fixe sur des véhicules à moteur, le débit maxi de l'installation étant pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coef.1) supérieur à 1m<sup>3</sup>/h mais inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h.</i>	Installation de distribution de gasoil et fioul domestique de catégorie C : Coef. 1/5 (rubrique 1430).  2. pompes de 5m <sup>3</sup> /h soit le débit équivalent à la catégorie de référence de 2m <sup>3</sup> /h.	1434.1.b	D

Libellé en clair de l'installation	Activités	Rubrique	Classement * A D ou NC
<b>Dépôt de liquides inflammables</b> <i>Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 en dépôt aérien, d'une capacité équivalente totale supérieure à 10m<sup>3</sup> mais inférieure à 100 m<sup>3</sup>.</i>	Dépôts aériens de : – 40 m <sup>3</sup> de gasoil ; – 20 m <sup>3</sup> de fioul domestique Capacité équivalente à la catégorie de référence de 40/5 + 20/5 = 12m <sup>3</sup>	1432	D
<b>Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar.</b>  <i>B - comprimant des fluides non toxiques et inflammables : la puissance absorbée des compresseurs est inférieure à 50 kW.</i>	1 compresseur d'air de 4 kW.	2920	NC

A : installations soumises à autorisation,  
D : installations soumises à déclaration,  
NC : installations non classées.

## **1.2. - Installations soumises à déclaration**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration visées à l'article 1-1.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1. - Plans et périmètres d'exploitation**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation en date du 16 mai 2002, dossier référencé n°KE0111/2/B – Version 3.0.

### **2.2. - Limites de l'autorisation**

#### **2.2.1. - Activités**

Les seules activités pouvant être exercées sur le site sont les suivantes :

#### **✶ Prétraitement par centrifugation**

La capacité de traitement est de 200 t/j, à raison de 12 000 t/an.

#### ✧ Le regroupement

- Hydrocarbures avec séparation de phases (22t/j, 5 000t/an) ;
- Boues de curages, avec décantation (15t/j, 1 000t/an) ;
- Transfert citerne/benne (20 t/j, 1 000t/an).

#### ✧ Le transit de déchets industriels

- 1 000 t/an :
  - Liquides : conditionnés en fûts de 200l, récipients de 25 à 50l, conteneurs de 500 et 1 000 l ; et en vrac en cuve de 20 000 l ;
  - Solides : conditionnés en sacs de 25 ou 50 kg, en fûts de 200l pour les poudres et les granulés.

La capacité de transit des produits conditionnés est limitée à 128 équivalents fûts de 200 l, pour une durée maximale de séjour de 90 jours.

#### ✧ Le transit de déchets industriels banals

- 2 000 t/an.

#### **2.2.2. – Déchets interdits sur le centre**

Sont interdits tous déchets susceptibles de contenir :

- Des produits ou substances très toxiques ;
- Des produits radioactifs ou émettant des rayonnements nocifs ;
- Des explosifs ;
- Des peroxydes et perchlorates ;
- Des produits lacrymogènes ;
- Des déchets biologiques ou anatomiques (produits par les hôpitaux, centres de transfusion sanguine, laboratoires médicaux...) ;
- Des déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB et PCT ;
- Des liquides extrêmement inflammables, des gaz liquéfiés ou comprimés.

Est également interdite l'admission sur le centre de déchets susceptibles de réagir entre eux pour former des mélanges ou vapeurs toxiques ou détonants, ou qui, d'une façon générale, pourraient nuire aux conditions de fonctionnement des installations ou de leurs annexes.

Et d'une manière générale tout déchet pondéreux, solides « en vrac » ou tout déchet ne correspondant pas aux possibilités techniques du centre ou à celles des filières d'élimination dont il dispose.

Le point éclair des liquides inflammables contenus dans les déchets à prétraiter doit être supérieur à 55°C.

### **2.2.3. - Déchets admis**

Les seuls déchets admis sont ceux repris en annexe 2, visés par la Nomenclature des déchets (J.O. du 20 avril 2002) , répartis selon les types d'opération suivants :

- Prétraitement par centrifugation ;
- Regroupement ;
- Transit de déchets industriels ;
- Transit de déchets industriels banals.

### **2.3. - Conditions d'acceptation, de réception, et d'enlèvement des déchets**

#### **2.3.1. - Transit (stockage ou regroupement)**

##### **2.3.1.1. - Généralités**

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

Il doit être informé des problèmes que peuvent créer les mélanges et, en cas d'erreur, des dangers qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination.

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, notamment par l'Inspection des Installations Classées, l'exploitant doit archiver des échantillons.

**Stockage** : l'exploitant prélève un échantillon de tout déchet, les archive et les conserve un mois après leur départ.

**Regroupement** : l'exploitant prélève un échantillon de :

- Tout arrivage et les archive un mois ;
- Tout enlèvement et les archive un mois après le départ ;
- Tout regroupement et les archive deux mois après le mélange.

Les Déchets Industriels Banals en transit ne sont pas concernés par les procédures d'échantillonnages et d'analyses.

L'exploitant doit établir une déclaration trimestrielle de la gestion des déchets, qui doit être adressée avant la fin du mois suivant à l'Inspection des Installations Classées.

##### **2.3.1.2. - Réception des enlèvements des déchets**

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur ; en outre tout déchet devra avoir obtenu un certificat d'acceptation préalable de l'installation de prétraitement ou de traitement à laquelle il est ultérieurement destiné.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- Vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet ;
- Procède à des tests d'identification, établit une fiche de suivi interne ;
- Prélève un échantillon représentatif.

Lors du départ vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- Confirme au producteur la destination donnée au déchet ;
- Transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

#### **2.3.1.3. – Registre d'entrée et sortie**

Registre d'entrée : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Registre sortie : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Registre d'opération ou journal : pour tout regroupement de déchet, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **2.3.2. – Prétraitement**

##### **2.3.2.1. – Généralités**

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son établissement.

L'exploitant prélève un échantillon par lot d'un même producteur de tout arrivage et de tout enlèvement, de plus un échantillon est prélevé chaque jour sur chacun des récipients contenant les phases liquide et solide recueillies. Les échantillons sont archivés trois mois à partir de l'opération qui les a générés.

##### **2.3.2.2. – Déchets en prétraitement**

Tout déchet destiné au prétraitement doit être soumis à la procédure d'acceptation avant son admission dans l'établissement suivant la procédure définie ci-après.

### **Information préalable**

La procédure d'information préalable doit se dérouler de la façon suivante :

- Collecte d'informations auprès des responsables des déchets (industriels ou collecteurs) ;
- Réalisation de prises d'échantillons représentatifs afin de réaliser les tests et analyses d'identification du déchet, et notamment de vérifier la compatibilité du déchet avec les procédés de prétraitement autorisés ;
- Rédaction et diffusion d'une fiche d'identification et d'analyse du déchet. Cette fiche a une validité d'un an à compter de la date de prélèvement des échantillons précités. A l'issue de cette période, la procédure d'acceptation préalable doit être renouvelée.

La fiche d'identification doit être visée par le producteur et comprendre les renseignements suivants :

- La provenance et l'identité exacte du producteur ;
- Le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet ;
- Le processus d'obtention du déchet ;
- Une fiche signalétique de sécurité du produit ou des produits constituant le déchet ;
- Le conditionnement pour le transport ;
- Les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement ;
- Le résultat des analyses chimiques complètes et la fourchette des variations admises ;
- La ou les filières d'élimination retenues pour le déchet après prétraitement.

Les analyses effectuées lors de l'élaboration de la fiche d'identification doivent tenir compte de l'origine des déchets, des renseignements fournis par le producteur (nature physique et chimique), des contraintes liées à la manipulation et au traitement et aux incidences sur les rejets dans l'environnement pouvant résulter du prétraitement et aux filières de traitement retenues.

Autant que de besoin, des contrôles et analyses portant sur les critères et éléments définis aux articles 8.4.2 et 8.4.3 ou portant sur d'autres éléments doivent être effectués.

### **Certificat d'acceptation préalable**

A la suite de l'établissement de la fiche d'identification et après avoir vérifié la comptabilité du déchet avec les critères d'acceptation fixés par le présent arrêté, un certificat d'acceptation doit être délivré. Ce document doit être visé par le Chef du Centre.

Pour les déchets dont la fiche d'identification comporte plusieurs centres d'élimination, les critères d'acceptation retenus seront ceux du centre le plus contraignant, critère par critère.

Pour chaque déchet, le certificat d'acceptation doit être rédigé en au moins 3 exemplaires dont la ventilation sera la suivante :

- 1 exemplaire conservé sur le Centre et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 1 exemplaire remis au producteur ;
- 1 exemplaire remis au transporteur collecteur.



### **2.3.2.3. – Réception et enlèvement des déchets**

- 1./ Avant d'accepter tout déchet, un dossier d'identification doit avoir été établi ;
- 2./ Une vérification de la compatibilité du déchet avec les procédés de prétraitement autorisés a été effectuée ;
- 3./ Un test d'identification est réalisé à la réception, une fiche de suivi interne est établie ;
- 4./ Des analyses et une surveillance étroite des procédés sont effectuées ;
- 5./ L'exploitant informe le producteur :
  - Au moment de l'acceptation des déchets, des procédés de prétraitement dont il dispose et des destinations finales qu'il donne à ses déchets ;
  - De toutes anomalies survenues sur les déchets dans le prétraitement ou dans le traitement ultérieur (déchet non conforme, substitution d'une filière de prétraitement à une autre, substitution d'un éliminateur final à un autre) ;
- 6./ L'exploitant informe l'éliminateur :
  - Pour chaque lot enlevé, des origines (liste des producteurs correspondants) et des caractéristiques des produits en fonction des prétraitements effectués ;
  - De toutes anomalies survenues sur les déchets dans le prétraitement ;
  - Il procède, sur simple demande de l'éliminateur, à l'analyse des échantillons archivés.

### **2.3.2.4. – Registre d'entrée, et sortie, registre d'opération**

L'exploitant tient les registres suivants :

Registre d'entrée : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité du déchet, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse) les modalités de transport et l'identité du transporteur. Il mentionne également le lieu de stockage, le mode de prétraitement et la destination finale envisagés.

Registre de sortie : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, la nature et la quantité du chargement, le mode de prétraitement effectué, les éventuels incidents à l'origine des déchets composant le chargement (liste des producteurs).

Registre d'opération ou journal : chaque opération effectuée sur les déchets dans le centre est notée sur un carnet de bord qui sera archivé un an. Il en est notamment ainsi des opérations sur les cuves.

Par ailleurs, l'exploitant vérifie à date fixe la cohérence en terme de bilan de matière de déchets, entrés et sortis.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, et une déclaration trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée avant la fin du mois suivant.

### **2.3.3. - Contrôle à la réception des déchets**

L'exploitant doit établir des procédures et consignes définissant les modalités de réception des déchets. Ces procédures et consignes ainsi que leurs mises à jour doivent être tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Sur chaque chargement de déchets entrant dans l'établissement, il doit être procédé avant déchargement aux contrôles ci-après :

- Conformité avec le certificat d'acceptation (et vérification de la compatibilité avec les produits déjà stockés) ;
- Nature, quantité, origine des déchets ;
- Prise d'un échantillon représentatif ;
- Couleur, odeur, pH, teneur en PCB-PCT, viscosité, densité, point éclair ainsi que tout contrôle ou analyse complémentaire conformément au certificat d'acceptation préalable.

Par dérogation à ce qui précède, le contrôle du P.C.I., du point d'éclair et de la viscosité des déchets sera effectué en tant que de besoin ; les Déchets Industriels Banals en transit ne feront pas l'objet d'échantillonnages et d'analyses.

Pour un même déchet et par producteur, il doit être effectué le contrôle complet des éléments prévus au certificat d'acceptation préalable au moins une fois par an et tous les 500m<sup>3</sup>.

Les méthodes d'analyses utilisables sont celles des normes AFNOR ou, à défaut, des méthodes ayant reçu l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

#### **2.3.4. - Déchets générateurs de nuisances**

Chaque enlèvement doit faire l'objet des procédures de suivis de déchets instaurées par l'arrêté ministériel du 04 janvier 1985 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances.

Les déchets quittant le centre doivent être compatibles avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation réceptrice.

A cet effet, chaque déchet doit être soumis à la procédure d'acceptation préalable avant son expédition vers l'unité d'élimination finale. Les échantillons prélevés aux fins d'analyse doivent être archivés jusqu'à élimination des déchets et au moins durant un mois après le départ.

Le certificat d'acceptation est délivré par le centre d'élimination finale. Il doit être rédigé en au moins 3 exemplaires dont la ventilation est la suivante :

- 1 exemplaire conservé sur le centre et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 1 exemplaire conservé par l'éliminateur ;
- 1 exemplaire remis au transporteur-collecteur.

L'exploitant doit informer l'éliminateur de toute anomalie survenue sur les déchets.

En cas d'anomalie lors des opérations d'élimination des déchets, l'exploitant doit en informer le ou les producteurs ainsi que l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant doit être en mesure de justifier auprès des producteurs de la bonne élimination des déchets pris en charge.

### **2.3.5. - Caractéristiques des déchets entrant sur le centre pour prétraitement**

Les déchets prétraités doivent à leur réception sur le centre être conformes aux caractéristiques du centre d'élimination auquel ils sont destinés : pour s'en assurer des analyses permettant le contrôle des principaux paramètres, adaptés aux types de déchets cités en 8.4.2. ci-dessus, seront pratiquées (telles que recherches des métaux lourds, phénols, chlore...).

Le principe à retenir est que l'opération de prétraitement n'est en aucun cas destinée à rechercher une dilution du déchet réceptionné.

### **2.3.6. - Filières d'élimination des déchets reçus ou préparés sur le Centre**

Ces déchets sont destinés à être directement éliminés ; ils ne peuvent l'être que dans des installations régulièrement autorisées au titre de la législation Installations Classées.

Ils devront être compatibles avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation réceptrice.

Deux principes doivent conduire, dans la mesure du possible, le choix de la filière d'élimination retenue :

- la proximité ;
- la recherche d'un mode de valorisation ou de recyclage.

### **2.3.7. - Moyens d'analyses**

L'établissement doit disposer d'un laboratoire équipé de matériels pour analyses courantes, soit au minimum : centrifugeuse, balance, pH-mètre, spectrophotomètre, appareil de contrôle du point-éclair, analyseur d'humidité.

De plus, une personne compétente, ayant de bonnes connaissances en chimie, doit être présente pour assurer aussi bien l'interprétation des analyses d'identification et des tests que la surveillance de l'installation.

### **2.3.8. - Refus**

En cas de doute ou de refus d'acceptation, l'ensemble des déchets contrôlés doit être retourné au producteur. Une consigne écrite d'exploitation doit être réalisée dans ce sens.

L'exploitant doit informer, sans délai, l'Inspection des Installations Classées de ce refus, en précisant la nature du déchet et son origine ainsi que le motif.

### **2.3.9. - Déclaration pour l'activité de transport, négoce, courtage de déchets d'emballage**

**2.3.9.1. -** Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre de l'article 8 du décret 94-609 du 13 juillet 1994, à partir de sa date de notification, pour les activités suivantes :

- Transit de déchets d'emballage (papiers, cartons) destinés à la valorisation et au recyclage à raison de 500 t/an.

**2.3.9.2.** - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser ce récépissé et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

**2.3.9.3.** - En tant que détenteur de déchets, la société doit être en conformité avec les dispositions de l'article 2 du décret du 13 juillet 1994 et notamment passer des contrats, pour la valorisation des déchets d'emballage qu'elle a pris en charge, avec des Installations Classées spécialement agréées pour cette valorisation.

**2.3.9.4.** - Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- Les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité de l'entreprise, les termes du contrat, les modalités d'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- Les dates de cession des déchets d'emballage à une installation agréée, la nature et les quantités correspondantes, l'identité de l'entreprise, les termes du contrat, les modalités d'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- Les quantités stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- Les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

**2.3.9.5.** - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

## **2.4. - Conditions générales d'exploitation**

### **2.4.1. - Horaires d'ouverture du centre**

Les horaires de l'exploitation sont inclus dans la plage horaire 7h30 - 17h00.

### **2.4.2. - Aménagement du centre**

#### **2.4.2.1. - Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

#### **2.4.2.2. - Voies de circulation – Bâtiments**

Les voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas d'envol de poussières.

Les accès au site doivent faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

L'exploitation est installée dans un bâtiment clos et couvert. Les aires de réception des déchets et les aires de stockage doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

L'ensemble est fermé par des murs extérieurs aveugles. Seules les ouvertures pour la ventilation sont autorisées.

Pendant les heures de fonctionnement, l'accès au centre doit être gardienné. En dehors des heures de fonctionnement, le centre doit être placé sous alarme avec télésurveillance.

Les accès dans l'établissement sont fermés, et seules les personnes autorisées par l'exploitant et selon une procédure qu'il aura définie, sont admises sur le site.

#### **2.4.2.3. - Description des bâtiments**

Le bâtiment est composé :

- D'un local de 1 000 m<sup>2</sup>, d'une hauteur utile sous ferme de 8,5 m. L'accès des véhicules se fait par 9 portes réparties sur 2 faces ;
- D'une zone bureaux, laboratoire, vestiaires de 50 m<sup>2</sup> isolée du local d'exploitation par un mur coupe-feu 2h et des portes coupe-feu 1h.

Ce bâtiment est construit de plain-pied, en matériaux incombustibles.

Le sol est constitué d'une dalle étanche, qui doit être adaptée aux charges qui lui seront appliquées : elle doit être aménagée en pente convergeant vers le centre du bâtiment, complétée par des caniveaux afin qu'aucune égoutture ou épandage accidentel ne puisse sortir du bâtiment.

#### **2.4.2.4. - Aménagements intérieurs**

Les sols de la station sont étanches et forment cuvette de rétention.

Ils sont aménagés de manière à collecter les liquides en un seul point où ils sont stockés en attente de traitement.

Les locaux sont ventilés. Au besoin, un traitement adapté de dépoussiérage et de désodorisation doit être installé avant rejet des ventilations.

Les stockages des déchets bruts et des matières traitées sont individualisés.

#### **2.4.3. – Exploitation**

##### **2.4.3.1. – Responsable désigné – Formation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets traités et réceptionnés dans l'établissement.

##### **2.4.3.2. – Propreté**

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seraient dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le centre et ses abords, y compris la voie publique, soient propres et pour que les roues et bas de caisse des véhicules entrant ou quittant la station soient propres. Il s'assure que les transporteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant dans l'établissement sont conçus pour vider entièrement leur contenu et vérifier que les déchargements sont effectués complètement.

L'établissement doit être tenu en état de dératisation et de lutte contre les insectes en permanence. Les factures des produits raticides et des insecticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant un an.

#### **2.4.4. – Moyens de transvasement**

L'exploitant s'assure préalablement à ces opérations de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, pont roulant...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

#### **2.4.5. – Local d'exploitation**

Il est scindé en deux parties :

- \* La zone de prétraitement par centrifugation et de transfert citerne/benne où l'on trouve :
  - 1 stockage primaire constitué de 4 fosses béton de 12 m<sup>3</sup> ;
  - 1 stockage secondaire de 45 m<sup>3</sup> ;
  - 1 stockage final composé de 4 cuves de 20 m<sup>3</sup>.
- \* La zone de regroupement des émulsions eau/hydrocarbures, de décantation des boues, de stockage des fûts, de stockage des Déchets Industriels Banals comprenant :
  - 2 fosses béton de 30 m<sup>3</sup>, 1 de 50 m<sup>3</sup> ;
  - 3 cuves de 20 m<sup>3</sup> ;
  - 4 aires de stockages des fûts en transit, d'une superficie de 10,5 m<sup>2</sup> séparées par un mur de béton, d'une capacité totale de 128 fûts ;
  - 1 aire de stockage des Déchets Industriels Banals.

#### **2.4.6. – Fosses et cuves de déchets liquides**

Elles ont une affectation précise et sont clairement identifiées.

Les fosses destinées aux déchets doivent être maçonnées et étanchéifiées.

Leur visite doit être régulière et faire l'objet d'une consigne, avec report sur un registre.

Les matériaux constitutifs des cuves doivent être compatibles avec la nature des produits stockés, elles doivent être équipées de dispositifs de mesure de niveau.

#### **2.4.7. – Organisation des stockages**

L'emplacement des fûts est limité à 2 hauteurs, la stabilité du stockage doit être assurée.

Les dépôts sont conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients, notamment la libre circulation entre les fûts.

Les fûts doivent être étiquetés et repérés conformément à la réglementation en vigueur.

#### **2.5. - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

#### **2.6. - Limitations des risques de pollution accidentelle**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **2.7. - Contrôles et analyses, contrôles inopinés**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **2.8. - Registre, contrôle, consignes, procédures, documents, ....**

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans. Ils devront être transmis à sa demande. Les prélèvements, analyses, contrôles, échantillonnage,... sont réalisés conformément aux normes reprises en annexe au présent arrêté aux frais de l'exploitant.

## **2.9 - Evaluation du Risque Sanitaire**

L'évaluation du Risque Sanitaire doit être complétée par :

- une nouvelle mesure de l'hydrogène sulfuré ( $H_2S$ ) par une technique permettant de détecter des concentrations de l'ordre du  $\mu g/m^3$  ;
- une nouvelle mesure de l'ammoniac ( $NH_3$ ) par une technique permettant de détecter des concentrations de l'ordre du  $100 \mu g/m^3$  ;
- une mesure des Composés Organiques Volatils en provenance de la fosse à Hydrocarbures.

Ces résultats devront être interprétés au regard des Valeurs Toxicologiques de Référence. Si les concentrations mesurées sont supérieures aux Valeurs Toxicologiques de Référence, l'étude d'impact sur la santé doit être approfondie.

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées l'ensemble de ces éléments dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

<b>TITRE II : ORGANISATION GENERALE ET REGLES D'EXPLOITATION</b>
--

## **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans les installations.



#### **ARTICLE 4 : REGLES D'EXPLOITATION**

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir un haut degré de sécurité et de protection de l'environnement.

Ces dispositions portent notamment sur :

- La conduite des installations (consignes en situation normale, incidentelle ou accidentelle, essais périodiques, maintenance préventive...);
- L'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- La maintenance et la sous-traitance ;
- L'approvisionnement en matériel et matière ;
- La formation et la définition des tâches du personnel.

#### **ARTICLE 5 : EQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE ET LA SURETE DES INSTALLATIONS AINSI QUE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation, ainsi que pour la protection de l'environnement.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté et la sécurité des installations ainsi que la protection de l'environnement, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

#### **ARTICLE 6 : CONNAISSANCE DES PRODUITS – ETIQUETAGE**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité doivent être scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant doit également disposer des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.

#### **ARTICLE 7 : REGISTRE ENTREE/SORTIE DES PRODUITS DANGEREUX**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 8 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU**

##### **8.1. - Origine de l'approvisionnement en eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville de La Chapelle d'Armentières géré par la Communauté Urbaine de Lille.

Les consommations d'eau sont les suivantes :

Maximale annuelle m <sup>3</sup> /an	3 500
Maximale journalière m <sup>3</sup> /j	15

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

##### **8.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

##### **8.3. - Relevé**

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

#### **8.4. - Protection des réseaux d'eau potable**

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

### **ARTICLE 9 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **9.1. - Canalisations de transport de fluides**

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **9.2. - Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, etc.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à celle des services d'incendie et de secours.

#### **9.3. - Capacités de stockage**

Les capacités de stockage doivent être étanches et subir, avant mise en service, réparation ou modification, un essai d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant. L'étanchéité doit être vérifiée périodiquement.

L'examen extérieur doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse dépasser 3 ans (cas des réservoirs calorifugés). Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

Le bon état des structures supportant les capacités de stockage doit également faire l'objet de vérifications périodiques.

## **9.4. - Rétentions**

### **9.4.1. - Volume**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).

### **9.4.2. - Conception**

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. La traversée des capacités de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

### **9.4.3. - Autres dispositions**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention d'un volume suffisant qui devra être maintenue vidée dès qu'elle aura été utilisée. Son niveau sera mesuré en continu, l'indication tant reportée en salle de contrôle ; sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

## **ARTICLE 10 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **10.1. - Réseaux de collecte**

Tous les effluents aqueux susceptibles d'être pollués doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

Les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **10.2. - Bassins de confinement**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans l'enceinte du bâtiment. Le volume à retenir est de 120 m<sup>3</sup>.

## **ARTICLE 11 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **11.1. - Installations de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

### **11.2. - Dysfonctionnements des installations de traitement**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les activités concernées.

### **11.3. - Limitation des odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

## **ARTICLE 12 : DEFINITION DES REJETS**

### **12.1. - Identification et localisation des effluents**

L'établissement comporte plusieurs catégories d'effluents, à savoir :

- rejet n°1 : les eaux exclusivement pluviales qui rejoignent après passage dans un débourbeur-séparateur à Hydrocarbures le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle. Ces eaux rejoignent le milieu naturel, la Lys, via le bassin d'orage de la zone industrielle ;
- rejet n°2 : les eaux domestiques. Ces eaux sont évacuées dans le réseau d'assainissement de la zone industrielle, et aboutissant à la station d'épuration urbaine de COMINES-PLOEGSTEERT, pour rejoindre le milieu naturel, la Lys.

Le raccordement au réseau d'eau pluviale dans la zone industrielle doit faire l'objet d'une convention avec le gestionnaire du réseau.

Le raccordement à la station d'épuration de COMINES-PLOEGSTEERT doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par la Communauté Urbaine de Lille, telle que prévue à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

Les autres eaux et notamment celles de lavage des sols et d'éventuels lavages de véhicules doivent être récupérées et éliminées comme un déchet.

### **12.2. - Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **12.3. - Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

### **12.4. - Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- De matières flottantes ;
- De produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- De tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- Ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- Ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

## **ARTICLE 13 : VALEURS LIMITES DE REJETS**

Les valeurs-limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisées sur 24 heures.

### **13.1. - Eaux exclusivement pluviales = rejet n°1**

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
MeS	30
DCO	90
DBO <sub>5</sub>	30
Azote Global	10
Phosphore Total	2
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	10

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30°C.

### **13.2. - Eaux domestiques = rejet n°2**

Sans préjudice des dispositions de l'article L 1331-10 du Code de la Santé publique, les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **13.3. - Epannage d'eaux usées ou résiduaires**

L'épandage des eaux usées ou résiduaires est interdit.

## **ARTICLE 14 : CONDITIONS DE REJET**

### **14.1. - Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

### **14.2. - Entretien du débourbeur-séparateur à Hydrocarbures**

Le débourbeur-séparateur à Hydrocarbures situé sur le réseau d'eaux pluviales de l'établissement est entretenu semestriellement.

## **TITRE IV : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

## **ARTICLE 15 : DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère, notamment en limitant la pollution de l'air à la source et en optimisant l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **15.1. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.



### **15.2. - Prévention des envols**

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- Les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- Des écrans de végétation doivent être prévus.

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 16 : CONDITIONS DE REJET**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Les cheminées doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44-052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

## **TITRE V : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

### **ARTICLE 17 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION**

L'établissement est construit, équipé et exploité de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'établissement :

- L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 18 : VEHICULES ET ENGIN**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 19 : APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 20 : NIVEAUX ACOUSTIQUES**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles.

Point de mesure	Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)
		Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés
1	Limites de propriété Sud (Avant)	61,2
2	Limite de propriété Nord-Est (Arrière)	64,6

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h00 à 22 h00, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

Sachant qu'il n'y a pas d'activités entre 22h00 et 7h00 et les dimanches et jours fériés.

## **ARTICLE 21 : CONTROLE DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements prévus à l'article précédent.

## **TITRE VI : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

## **ARTICLE 22 : NATURE DES DECHETS PRODUITS**

Référence nomenclature (J.O. du 20.04.02)	Nature du déchet	Filières de traitement réglementairement possibles
20.01.01	Papiers, cartons souillés	E-DC2 - E-VAL
20.01.08	Déchets fermentisibles de cantines	E-IE - E-DC2
15.02.03	Vêtements de protection et chiffons non souillés	E-IE, E-DC2
15.02.03	Vêtements de protection et chiffons souillés par des substances dangereuses	E-IE

VAL= Valorisation

IE = Incinération avec récupération d'énergie

DC2 = Mise en décharge classe 2

E = Elimination externe

## **ARTICLE 23 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

### **23.1. - Généralités**

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il se doit, successivement :

- de limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

### **23.2. - Stockage temporaire des déchets**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.

### **23.3. - Traitement des déchets**

Les déchets éliminés ou valorisés dans une installation classée ne peuvent l'être que dans une installation autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Le caractère ultime au sens de l'article L. 541-1-III du Code de l'environnement des déchets éliminés en centre de stockage doit être justifié.

Les déchets d'emballages des produits doivent être valorisés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

## **ARTICLE 24 : COMPTABILITE- AUTOSURVEILLANCE**

Il est tenu un registre, éventuellement informatique, sur lequel sont reportées les informations suivantes :

- Codification selon la liste des déchets figurant à l'annexe II du décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Type et quantité de déchets produits ;
- Opération ayant généré chaque déchet ;
- Nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- Date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- Nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;
- Nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;
- Lieux précis de valorisation du déchet, en cas de valorisation en travaux publics.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

<b>TITRE VII : BILAN ET SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT</b>
---

## **ARTICLE 25 : BILAN DE FONCTIONNEMENT**

### **25.1. - Bilan décennal**

Le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17-2 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 est élaboré par le titulaire de l'autorisation et adressé au préfet au plus tard dix ans après notification du présent arrêté, puis tous les dix ans à compter de la date du premier bilan de fonctionnement.

Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions d'exploitation de l'ensemble des installations exploitées.

Il contient :

- Une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;
- Une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- Les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- L'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- Les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- Un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;
- Les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- Les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (pour les établissements qui n'ont pas rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

### **25.2. - Bilan annuel**

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel des entrées - sorties des déchets, en présentant les filières d'élimination ; les catégories de déchets prétraités et en transit sur le site, ainsi que les accidents et incidents survenus dans l'année.

## **TITRE VIII : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE**

### **ARTICLE 26 : PREVENTION DES RISQUES**

#### **26.1. - Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. (Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement).

L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

#### **26.2. - Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

Il est interdit :

- De fumer dans l'établissement (sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de production et dans le respect des réglementations particulières) ;
- D'apporter des feux nus ;
- De manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Dans le cas de travaux par points chaud, les mesures minimales suivantes sont prises :

- Nettoyage de la zone de travail avant le début des travaux ;
- Contrôle de la zone d'opération lors du repli de chantier puis un contrôle ultérieur après la cessation des travaux permettant de vérifier l'absence de feu couvant.

### **26.3. - Affichage – diffusion**

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie seront de plus affichées et comporteront au minimum :

- Le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers : 18 ;
- L'accueil et le guidage des secours ;
- Les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme NF S 60.303.

### **26.4. - Matériels et engins de manutention**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones spécialement aménagées et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

En dehors des heures d'exploitation, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécifique, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

## **26.5. - Electricité dans l'établissement**

### **26.5.1. - Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur. En particulier, elles doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'établissement, sauf des moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...).

### **26.5.2. - Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

### **26.5.3. - Matériels électriques de sécurité**

Dans les parties de l'installation visées à l'article « localisation des risques » "atmosphères explosives" ci dessus, les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

### **26.5.4. Sûreté des installations**

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.



Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- Les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques;
- Le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

#### **26.5.5. - Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur de résistance de terre est conforme aux normes en vigueur.

#### **26.5.6. - Eclairage artificiel et chauffage des locaux**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Les installations de chauffage sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

#### **26.6. - Clôture de l'établissement**

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

#### **26.7. - Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

## **26.8 - Mesures particulières aux différentes installations**

### **26.8.1. - Distribution de liquides inflammables**

#### **26.8.1.1. - Matériel électrique**

Le matériel électrique commandant les pompes de distribution doit être conforme aux prescriptions imposées au matériel électrique dans les zones de type 1 telles qu'elles sont définies par les "Règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides".

L'éclairage électrique des pompes de distribution et de la zone dangereuse (définies par la surface de la fosse ou par une surface débordant de quatre mètres un réservoir enfoui) doit être conforme aux prescriptions imposées au matériel utilisable dans les zones de type 2 telles qu'elles sont définies par les "Règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides".

Les canalisations électriques alimentant les distributeurs doivent être mises hors tension à partir d'un point d'accès facile et non situé sur l'appareil distributeur.

#### **26.8.1.2. - Règles d'exploitation**

L'emplacement choisi pour l'installation des appareils distributeurs ne doit pas se trouver en contrebas des réservoirs les alimentant, de façon à éviter tout danger de siphonnage.

Les appareils de distribution doivent être en matériaux résistant au feu et munis d'un dispositif permettant d'arrêter immédiatement l'écoulement des liquides inflammables en cas de besoin.

Dans le cas d'appareils à débit continu à marche électrique, l'ouverture du clapet de la base de distribution et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

En particulier, en cas de panne de courant cependant la distribution avec motopompe, la distribution ne doit pas pouvoir reprendre automatiquement au retour du courant sans intervention manuelle.

Il est interdit d'effectuer une distribution aux véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur et à l'extinction des éclairages à flamme, non électriques.

Il est interdit de fumer, en tout temps, à moins d'un mètre de l'appareil distributeur et pendant le remplissage d'une voiture, à moins de deux mètres de l'extrémité du flexible servant de base à ce remplissage.

Il est interdit d'approcher aux mêmes distances tout objet pouvant facilement devenir le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou qui comporte des points à une température supérieure à 150°C.

Ces diverses interdictions, en particulier celles de fumer et de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, doivent être affichées en caractères apparents près des postes distributeurs.

L'appareillage servant aux transvasements (canalisations, raccords, pompes, etc.) doit être toujours maintenu en parfait état d'étanchéité.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer ces transvasements est rigoureusement interdit.

#### **26.8.1.3. - Moyens de secours**

Doivent être disponibles comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des distributeurs :

- Des caisses ou des seaux de sable maintenus à l'état meuble (minimum 100 litres), avec une pelle pour projection ;
- Deux extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures de capacité unitaire de 7 litres.

De plus, toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'écoulement à l'égout de liquides accidentellement répandus au moment de la distribution.

Le recueil de liquides accidentellement répandus doit se faire au moyen de goulottes aptes à limiter la surface de liquide à l'air. Ils seront ensuite dirigés vers une capacité de rétention couverte et traités au moyen d'un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu.

#### **26.8.2. - Dépôt de liquides inflammables**

Les prescriptions de l'arrêté-type correspondant sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté préfectoral. En particulier, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- Elaboration, diffusion et application d'une consigne générale ;
- Nomination d'un responsable d'exploitation et d'entretien qui doit veiller, en particulier, au respect des règles de sécurité lors des opérations de dépotage ;
- Toutes les mises à la terre nécessaires (cuves, réchauffeurs, dépotage, ..) sont vérifiées en tant que de besoin ;
- Des clapets anti-retour doivent être mis en place sur la canalisation d'empotage.

### **ARTICLE 27 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

#### **27.1. - Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes captatrices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa du présent article fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

## **27.2 - Dispositions constructives**

### **27.2.1 - Séparation des installations**

Le local technique regroupe notamment les installations de compression d'air, et est isolé du local d'exploitation au moyen de parois coupe-feu 2h et de portes coupe-feu 1h.

La zone de bureaux, laboratoire, locaux sociaux est isolée du local d'exploitation par un mur coupe-feu 2h et des portes coupe-feu 1h.

### **27.2.2. - Accessibilité**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Une voie de 4 mètres de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de l'établissement. Les voies en cul de sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

Les voies de circulation doivent résister à un effort de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre.

A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

### **27.2.3. - Dégagements – Issues de secours**

Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'établissement ne soit pas distant de plus de 40 m de l'une d'elles, et 25 m dans les parties de l'établissement formant cul de sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans les ateliers.

Les portes servant d'issues de secours sont munies de ferme portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de l'évacuation.

Les issues normales et de secours doivent être correctement signalées et balisées ; elles doivent être libres d'accès en permanence.

Les zones de travail et de stockage seront délimitées de manière à garantir des dégagements libres.

Les dégagements et les issues seront signalés par un marquage au sol.

Par ailleurs, l'exploitant doit installer un éclairage de sécurité conforme à l'arrêté du 10 novembre 1976.

### **27.2.4. - Désenfumage et éclairage zénithal**

La toiture doit comporter sur au moins 1% de la superficie des exutoires permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées et gaz chauds. Ces exutoires doivent être à commande automatique et manuelle, celle-ci étant facilement accessible depuis les issues de secours.

La fiabilité des commandes d'ouverture des exutoires doit être vérifiée au moins une fois par an ; il est souhaitable que les dispositifs d'ouverture permettent la refermeture depuis le sol afin d'en faciliter l'entretien.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10% de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

### **27.3. - Moyens de secours**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- D'un hydrant situé à 50m du site et de deux autres situés à moins de 200m ;
- D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés (à raison de 1 extincteur tous les 150 m<sup>2</sup>) ;
- Des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel ;
- De protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

### **27.4. - Signalisation**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- Des moyens de secours ;
  - Des stockages présentant des risques ;
  - Des locaux à risques ;
  - Des boutons d'arrêt d'urgence ;
- ainsi que les diverses interdictions.

## **ARTICLE 28 : ORGANISATION DES SECOURS**

### **28.1. - Plan de secours**

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- Les principaux numéros d'appels ;

Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :

- Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
- L'état des différents stockages (nature, volume...) ;
- Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
- Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
- Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;

Toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle. En particulier :

- La toxicité et les effets des produits rejetés ;
- Leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

## **TITRE IX : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 29 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES**

#### **29.1. - Abrogations**

L'arrêté préfectoral du 10 juin 1998 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

### **29.2. - Echancier**

Article	Objet	Délai à compter de la notification du présent arrêté
2.9	Compléments de l'Evaluation du risque sanitaire	6 mois

### **29.3. - Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- du SIRACED-PC (59)
- de l'Inspection des installations classées

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

### **29.4. - Délais de prescriptions**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

### **29.5. - Cessation d'activités**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.



## 29.6. - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur ont été notifiés ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux autorisations d'exploitation d'installations classées concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

## ARTICLE 29.7.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES, BOIS-GRENIER, ENNETIERES-EN-WEPPES, HOUPLINES, PREMESQUES et RADINGHEM-EN-WEPPES ,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Madame et Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 15 novembre 2004.

Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué

Gilles GENNEQUIN

